Document généré le 3 juin 2025 13:50

Revue d'histoire de l'Amérique française

ROUSSIN, Marcel, *Le Canada et le système interaméricain*. Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1959, 270 p.

Jean-Marc Léger

Volume 13, numéro 3, décembre 1959

URI : https://id.erudit.org/iderudit/301999ar
DOI : https://doi.org/10.7202/301999ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Léger, J.-M. (1959). Compte rendu de [ROUSSIN, Marcel, *Le Canada et le système interaméricain*. Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1959, 270 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *13*(3), 445–448. https://doi.org/10.7202/301999ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1959

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ROUSSIN, Marcel, *Le Canada et le système interaméricain.* Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1959, 270 pages.

Il peut paraître, au premier abord, pour le moins singulier que le Canada, pays d'Amérique, ait pendant longtemps ignoré ou presque une immense partie de ce continent, celle que forment les Etats latino-américains et qu'aujourd'hui encore, il n'entretienne avec elle que des relations limitées. A la réflexion, la situation s'explique aisément. Etat souverain depuis 1931 seulement, politiquement associé à une grande puissance européenne, économiquement dominé par les deux « géants » du monde anglo-saxon: États-Unis et Grande-Bretagne, culturellement orienté vers ces mêmes Etats plus la France, le Canada n'éprouvait pas le besoin d'établir des liens étroits avec l'ensemble latino-américain qui n'avait d'ailleurs jusqu'à la dernière guerre mondiale ni l'importance politique ni la valeur économique qu'on se plaît à lui reconnaître aujourd'hui. Notre puissant voisin du sud loin de servir de trait d'union était plutôt un obstacle à notre découverte de l'Amérique latine.

C'est le dernier conflit mondial qui devait éveiller nos gouvernants et une partie de l'opinion canadienne à la réalité latino-américaine, mieux, leur rappeler, si l'on peut dire, l'existence d'une vingtaine de républiques en voie de développement et qui, à une heure où les marchés européens se fermaient, pouvaient devenir des clients non-négligeables. Sauf pour des cercles peu nombreux, déjà attirés par l'Amérique latine pour des raisons d'ordre culturel ou historique, c'est vraiment la guerre qui allait déclencher au Canada le processus de « découverte » du monde latino-américain.

Depuis 1940, nos relations avec l'Amérique latine, ont accusé un énorme progrès mais cet essor n'est frappant que

par voie de comparaison avec la situation antérieure où il n'y avait pratiquement pas de relations. L'évolution est heureuse et réconfortante: nous n'avons quand même pas encore, il s'en faut, avec ces pays les rapports que commandent nos intérêts communs.

La rareté des ouvrages et des articles de revues consacrés à l'Amérique latine aussi bien par les Anglo-Canadiens que par les Canadiens-Français indique éloquemment que nous avons été dans l'ensemble peu préoccupés par ce monde aujourd'hui en pleine effervescence et qui, demain, jouera sans doute un rôle de premier plan dans les rapports internationaux.[1]

Aussi, convient-il d'applaudir à la publication récente, aux éditions de l'université d'Ottawa, d'un ouvrage de M. Marcel Roussin, professeur à la faculté des sciences sociales et politiques de cette institution, sur « Le Canada et le système interaméricain ». Le titre dit à lui seul le propos de l'auteur, mais ne correspond pas vraiment au contenu même de l'ouvrage. A la vérité, celui-ci renferme deux parties bien distinctes et d'inégale importance. La première, la plus volumineuse (170 pages sur 270), est consacrée essentiellement à l'historique, à l'évolution et au mécanisme du système interaméricain dont l'expression la plus éloquente se trouve dans l'actuelle Organisation des Etats américains.

C'est dans la seconde partie seulement, moins d'une centaine de pages, que l'auteur examine la situation du Canada face au système interaméricain et c'est cette seconde partie qui seule répond vraiment au titre de l'ouvrage. Mais ne chicanons

---

[1] M. Roussin n'était pas, sans doute, obligé de s'occuper d'une aussi petite chose. Nous permettra-t-il toutefois de lui rappeler que la défunte *Action française* de Montréal, revue qui tenait à la formule des « fenêtres ouvertes », prônait, dès 1922, de plus actives relations entre le Canada et l'Amérique latine ? Le refus d'Ottawa d'adhérer à l'union pan-américaine paraissait, aux directeurs de la revue montréalaise, une insigne maladresse et une concession poltronne au sentiment impérialiste britannique. Et ils voyaient, d'autre part, dans une adhésion au pacte interaméricain, un contrepoids nécessaire à l'influence omnipotente de Washington. Dès cette année-là, *l'Action française* s'abonnait à la *Revue de l'Amérique latine*, publiée à Paris par un groupe de Latins d'Amérique. Et elle chargeait l'un de ses directeurs, M. Emile Bruchesi, d'écrire de temps à autre, une chronique des événements de cette partie sud du continent. En 1926, lors de la révolution mexicaine, l'*Action française* prenait même l'initiative d'adresser à l'archevêque de Mexico une lettre collective de « vives sympathies », qu'elle faisait signer par toutes les sociétés ou associations de langue française du Canada et des Etats-Unis. (Note de la Direction).

pas M. Roussin là-dessus: il est heureux que nous ayons enfin une histoire sommaire et une description claire de l'organisation interaméricaine, facteur important des relations internationales et qui ne peut manquer, à un titre ou à l'autre, d'influer sur notre propre évolution. On doit donc plutôt se réjouir de ce que M. Roussin ait été largement infidèle à son titre d'autant qu'à se limiter strictement aux rapports entre le Canada et le système interaméricain, il nous aurait donné au mieux une brochure tant on a vite fait le tour de la question.

Soyons justes: l'ouvrage du professeur Roussin n'a rien du grand essai politique et ce n'est certainement pas ce à quoi il prétendait. Dans cet effort d'honnête vulgarisation, on trouve d'abord un bref historique de l'idée pan-américaine puis de l'Organisation des Etats américains, un chapitre important sur les mesures adoptées en vue d'assurer la sécurité continentale, l'explication des rouages et du fonctionnement de l'OEA et, enfin, deux chapitres sur le Canada devant le système interaméricain: l'historique des efforts tentés en divers milieux pour nous amener à nous joindre aux 21 autres Etats américains et un résumé des avantages et des difficultés que comporterait notre adhésion à l'OEA.

M. Roussin retrace justement l'origine du sentiment panaméricain chez Bolivar. On y constate une fois de plus que le grand libérateur fut aussi un grand homme politique. Déjà en 1824, il convoquait une conférence des pays indépendants de l'Amérique latine et des Etats-Unis pour examiner un « pacte d'union et de confédération perpétuelle entre les Etats américains » avec, il est vrai, un objectif surtout négatif: « assurer leur défense contre l'Espagne ou toute autre puissance qui tenterait de les dominer ».

Le projet de Bolivar n'eut pas de suite mais le sentiment panaméricain devait subsister et, avec des fortunes diverses selon les époques, gagner une audience de plus en plus large dans les milieux dirigeants latino-américains, d'une part, américains de l'autre. C'est en 1889 que devait avoir lieu la première véritable conférence panaméricaine: elle se tint à Washington et consacra le démarrage d'une entreprise qui deviendrait plus tard l'Union des républiques américaines puis l'Organisation des Etats américains (OEA). Le 14 avril 1890, date de signature du pacte, est célébré depuis comme « jour des Amériques ».

En 1948, lors de la conférence de Bogota, qui marquait un nouveau départ de l'organisation et qui la dotait de sa charte

actuelle, les 21 délégations décidèrent de remplacer le mot de « Républiques » par celui « d'Etats américains », principalement afin d'écarter un autre obstacle à l'éventuelle adhésion du Canada.

Pourquoi notre pays n'a-t-il pas encore adhéré à l'Organisation des Etats américains ? La question a été souvent soulevée au Parlement fédéral et dans les milieux canadiens les plus variés. Personne ne conteste en principe l'intérêt d'une participation d'Ottawa à l'OEA. Mais il semble qu'il existe deux obstacles principaux: d'une part, l'opposition ouverte, d'abord, puis voilée des E.-U. à l'entrée du Canada dans l'Organisation, du moins jusqu'à ces dernières années; d'autre part, l'impression dans certains cercles fédéraux que cette adhésion risquerait d'affaiblir nos liens avec le Commonwealth. On ajoute que le Canada entretient aujourd'hui d'excellentes relations avec la plupart de ces Etats, des relations économiques surtout en net progrès et que concrètement la participation à l'OEA n'ajouterait pas grand'chose à nos rapports avec les pays latino-américains.

M. Roussin rappelle justement les nombreux avantages d'ordre politique, économique et culturel que retirerait le Canada de sa participation à l'OEA, participation qui confirmerait sa vocation américaine et, au regard de plusieurs peuples latino-américains, confirmerait qu'il a la maîtrise de sa politique étrangère. Apparemment, il n'existe plus d'obstacle sérieux à notre entrée à l'OEA: ce serait trop espérer que de croire que cela assurera notre adhésion prochaine à l'Organisation. Seule apparemment une campagne d'opinion bien orchestrée et prolongée amènerait le gouvernement fédéral à envisager sérieusement la question et à prendre enfin la décision qu'à deux reprises au moins dans le passé Ottawa a paru sur le point de prendre.

Le livre du professeur Roussin vient donc à son heure tant parce qu'il signale l'étrangeté de notre absence à l'OEA que parce qu'il met en lumière l'importance de cet organisme et l'essor considérable du bloc latino-américain depuis un quart de siècle.

On peut regretter cependant que dans cet intéressant ouvrage, la langue ne trouve pas son compte. Le lecteur se défend difficilement de l'impression de parcourir un volume dont la rédaction a été bâclée, ce qui sans doute limitera l'audience d'un essai si louable dans son dessein originel.

JEAN-MARC LÉGER,
Rédacteur au journal le Devoir, Montréal.